

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Tables de l'année 2005

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs
II à VI

Pagination des rubriques du "Droit Ouvrier" 2005
VII

Table alphabétique des matières
VIII à XXIX

Table chronologique de la jurisprudence
XXX à XXXV

Table thématique des sommaires d'arrêts de la Cour de Cassation
XXXVI à XL

DOCTRINE

Patrice Adam : Harcèlement moral : quelques réflexions autour de l'affaire *Eutelsat*.

Contrat "nouvelles embauches"

Francis Saramito : Une régression : le contrat "nouvelles embauches".

Geneviève Koubi : L'ordonnance de l'incertitude sociale... (Observations à partir de CE Sect. 19 octobre 2005, *CGT et autres*).

DOCUMENTS

Transfert d'activités du secteur public au secteur privé. Condamnation du mécanisme des heures d'équivalence.

JURISPRUDENCE

voir notamment

L'obligation de fournir au comité d'entreprise des informations écrites et individualisées en matière de durée de travail.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2005 - Note A. de S. (p. 89)

L'inaptitude physique du salarié titulaire d'un CDD : une application morcelée de l'article L 122-24-4 CT.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2005 - Note Catherine Fuentes (p. 93)

Un travailleur à temps partiel ne peut se voir imposer une clause d'exclusivité.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2005 - Note Michel Faivre-Picon (p. 94)

La violation par l'art. L 122-14-5 CT du principe d'égalité garanti par un texte international ratifié autorise le juge judiciaire à écarter son application.

Conseil de prud'hommes de Arles (Comm. - Dép.) 30 novembre 2004 - Note A. de S. (p. 96)

Traitement judiciaire de la discrimination syndicale et pouvoirs du juge.

Conseil de prud'hommes de Paris (Act. div. - Dép.) 19 avril 2005 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 novembre 2005 - Note Daniel Petit (p. 100)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture)



Doctrine :

Harcèlement moral : quelques réflexions autour de l'affaire *Eutelsat*, par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP 57

Annexe : HARCÈLEMENT MORAL – Salarié dénonçant sa situation – Licenciement de rétorsion – Contestation – Référé prud'homal – Suspension des effets du licenciement et réintégration dans l'attente de la décision des juges du fond – Intervention syndicale dans l'intérêt collectif de profession – Recevabilité (oui).

1) CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (référé - départage) 24 août 2004 62

2) COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. C) 15 septembre 2005 63

Contrat "nouvelles embauches"

Une régression : le contrat "nouvelles embauches", par **Francis Saramito**, Licencié en Droit, Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques 65

L'ordonnance de l'incertitude sociale... (Observations à partir de CE Sect. 19 octobre 2005, *CGT et autres*), par **Geneviève Koubi**, Professeur de Droit public, Université de Cergy-Pontoise - CER:FDP 75

Annexe : CONTRAT DE TRAVAIL – Contrat "nouvelles embauches" – Régimes spécifiques de rupture et indemnitaire – Conformité à la loi d'habilitation – Absence de méconnaissance des normes internationales et principes généraux du droit.

CONSEIL D'ETAT (Section), 19 octobre 2005 84

Documents :

Transfert d'activités du secteur public au secteur privé - Réponse ministérielle - Note 87

Déclaration de la CGT : La Cour de Justice des Communautés européennes condamne le système français des heures d'équivalence 88

Jurisprudence :

COMITE D'ENTREPRISE – Entrave – Durée du travail – Utilisation du contingent annuel d'heures supplémentaires – Obligation de fournir au comité des informations écrites et individualisées.

COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 15 février 2005 89

Note Arnaud de Senga 90

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Demande de l'employeur – Effets (deux espèces) – Introduction s'analysant en une volonté de rompre le contrat – Licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse (première espèce) – Demande reconventionnelle – Irrecevabilité (deuxième espèce).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 juillet 2005 91

Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 novembre 2005 91

Note Arnaud de Senga 92

CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Inaptitude physique – Application distributive de l'art. L 122-24-4 – Obligation de reclassement (oui) – Reprise du versement du salaire au-delà d'un mois (non).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 juin 2005 93

Note Catherine Fuentes, Doctorante à l'Université Robert-Schumann, Strasbourg 93

CONTRAT DE TRAVAIL – Travail à temps partiel – Clause d'exclusivité – Incompatibilité.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 mai 2005 94

Note Michel Faivre-Picon, Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Jura 95

GREVE ET ACTIVITÉ SYNDICALE – Licenciement – Mesure de rétorsion indirecte – Nullité constatée par le juge des référés.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 juin 2005 95

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Absence de cause réelle et sérieuse – Indemnisation visée à l'art. L. 122-14-5 – Inégalité de traitement en fonction de l'effectif de l'entreprise – Discrimination contraire à un traité international – Mise à l'écart par le juge de l'article L. 122-14-5.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'ARLES (Commerce - Départage) 29 novembre 2004 96

Note Arnaud de Senga 98

SALAIRES – Retenue par l'employeur du coût de renouvellement d'un badge – Retenue n'entrant pas dans les hypothèses de compensation prévues par l'article L. 144-1 du Code du travail – Responsabilité pécuniaire du salarié pour dommages causés à l'employeur supposant une faute lourde de sa part.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 avril 2005 99

Note Francis Saramito 99

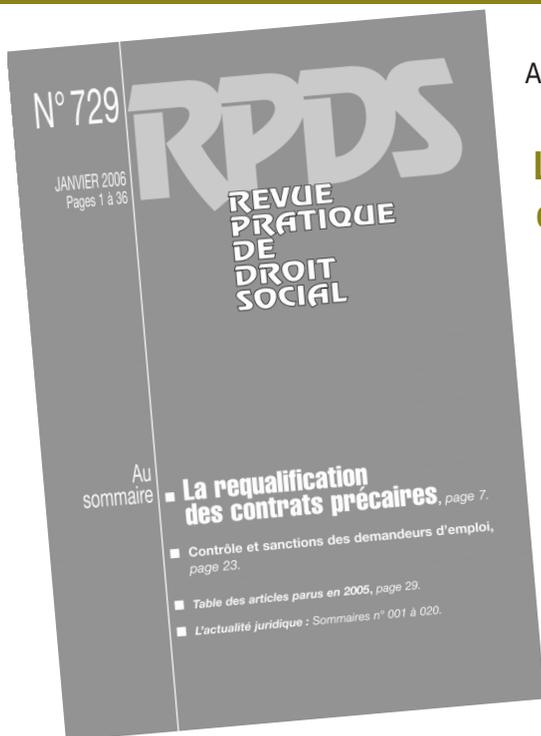
SYNDICATS PROFESSIONNELS – 1° Discrimination – Déroulement de carrière – Repositionnement et dommages et intérêts (première et deuxième espèces) – 2° Heures de délégation – Crédit conventionnel supplémentaire – Assimilation à du temps de travail effectif (première espèce).

Première espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (act. div. - départage) 19 avril 2005 100

Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 novembre 2005 101

Note Daniel Petit, DLAJ, Union départementale CGT des Pyrénées-Orientales 102

RPDS 729 - Janvier 2006



Au sommaire :

La requalification des contrats précaires

- Contrôle et sanctions des demandeurs d'emploi
- Tables des articles parus en 2005
- L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence et de législation)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à : NSA La Vie Ouvrière, BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.

Prix du numéro : 6 € (+ forfait de 3 € par envoi). Abonnement : 63 € par an (tarif syndical : 60 €)

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : www.librairie-nvo.com